



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
autorisant la mise en place d'une activité de stockage de déchets inertes dans l'installation
de tri, et de valorisation de déchets non dangereux exploitée par la société LEXY
RECYCLAGE sur le territoire des communes de LEXY et de RÉHON**

n° 2025-0293
AIOT : 0006207859

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-0637 du 02 avril 2014, autorisant la société LEXY RECYCLAGE à exploiter une installation de tri, de stockage et de valorisation de déchets non dangereux classée au titre des rubriques 2713, 2716, et 2791 sur le territoire des communes de Lexy et de Réhon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°ISDI-54-010-001 du 11 mai 2010, modifié par l'arrêté préfectoral n°54-DEC-2014-0012 du 14 avril 2014 autorisant la société LEXY RECYCLAGE à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) jusqu'au 10 mai 2020 sur le territoire des communes de Lexy et de Réhon ;

Vu le porter à connaissance présenté par la société LEXY RECYCLAGE, reçus le 28 mars 2025, relatif au projet de modification des installations autorisées visant à la réouverture d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), sans augmentation de l'emprise actuelle de l'ICPE, sur le territoire des communes de Lexy et de Réhon ;

Vu la décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement concernant un projet de modification des installations autorisées visant à l'exercice d'une activité de stockage de déchets inertes n°2025-0075 du 17 avril 2025 ;

Vu l'avis de la région Grand-Est du 12 mars 2025 ;

Vu l'absence d'avis de l'ARS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé n°2025-0555 du 19 juin 2025 analysant le caractère complet et régulier du dossier et proposant une participation du public par voie électronique ;

Vu le rapport de synthèse de la PPVE organisée du lundi 07 juillet au mardi 22 juillet 2025 inclus dans le cadre du dossier susvisé ;

Vu l'absence de transmission de délibération dans le délai fixé des conseils municipaux des communes de Lexy et Réhon ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2025_1007 en date du 14 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 16 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 28 octobre 2025 ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une décision susvisée relative à l'examen au cas par cas qui précise à son article 1 que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale et à son article 2 que les modifications projetées ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que la Région Grand-Est estime que le projet est compatible au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) sauf en ce qui concerne la zone de chalandise ;

Considérant qu'une zone de chalandise limitant l'apport de déchets inertes à la région Grand Est et interdisant l'apport de déchet en provenance des pays étrangers permet de garantir le respect du principe de proximité du SRADDET ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à créer des dangers et inconvénients significatifs et/ou supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Installation de stockage de déchets inertes

La société LEXY RECYCLAGE, dont le siège social est sis ancienne agglomération de minerai fer, rue de LEXY – 54720 – LEXY, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur son site, sur les parcelles 150 (section ZC, LEXY) et 124 (section AN, RÉHON) situées sur le territoire des communes de Lexy et de Réhon.

Article 2 : Rubriques de la nomenclature

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-0637 du 2 avril 2014 sont remplacées par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume prévu	Régime ⁽¹⁾
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Maturation des mâchefers Capacité de traitement de l'installation : 380 t/j et quantité maximale annuelle de déchets traités : 30 000 tonnes.	A
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface de transit, regroupement et tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux : 1 000 m ² , soit une quantité maximale annuelle métaux ou déchets de métaux reçus dans l'installation de 10 000 tonnes.	E
2716-1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Volume maximal de déchets non dangereux, entreposé sur le site : 7 000 m ³ , correspondant à 2 000 tonnes de mâchefers en attente de traitement et 2 000 tonnes en attente de livraison. Quantité maximale annuelle de mâchefers pouvant transiter par l'installation : 30 000 tonnes.	E
2760-3	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 3. Installation de stockage de déchets inertes.	Tonnage annuel maximum : 50 000 t/an Durée = 10 ans Tonnage maximum : 384 000 t	E

(1) : A – Autorisation, E – Enregistrement

Article 3 : Conformité au dossier de demande de modification

L'installation de stockage de déchets inertes, objet du présent arrêté, est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier accompagnant la demande de modification.

Article 4 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'installation. La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 5 : Origine des déchets

Les déchets entrant sur le site proviennent d'une zone de chalandise limitée à la région Grand Est. Les apports des pays étrangers et des régions limitrophes ne sont pas autorisés.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 7 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société LEXY RECYCLAGE

et dont une copie sera adressée à :

- Madame la sous-préfète de Val-de-Briey
- Monsieur le maire de Lexy
- Monsieur le maire de Réhon

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **06 NOV. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ